

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/71/EEC/Add.14
18 décembre 2001

(01-6195)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les programmes de subventions de la **Suède**.

SUÈDE

Table des matières

	<u>Page</u>
I. SUBVENTIONS À L'INDUSTRIE SUÉDOISE 2000.....	4
INTRODUCTION.....	4
Nature et portée de la notification.....	4
A. AIDE À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT	4
1. Aide à la recherche-développement dans le domaine technologique par l'intermédiaire du NUTEK	4
2. Financement de projets par l'intermédiaire du Fonds de promotion de l'industrie.....	5
3. Programmes de recherches énergétiques.....	6
4. Fonds de promotion des techniques énergétiques.....	7
5. Aide à la promotion des nouvelles techniques énergétiques	8
6. Recherche sur les transports et les communications sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications	9
7. Aide à la démonstration concernant des véhicules électriques et des véhicules mixtes menée sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications	10
8. Financement de projets dans le cadre du Fonds pour la coopération industrielle suédo-norvégienne	11
9. Aide à l'approvisionnement en énergie dans le sud de la Suède.....	12
B. AIDE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	13
1. Sociétés de développement régional (ALMI).....	13
2. Aide aux petites entreprises	15
3. Centres de développement industriel.....	15
C. AIDE À L'EMPLOI ET À LA FORMATION	16
1. Aide à la formation professionnelle.....	17
D. PROMOTION DES EXPORTATIONS	17
1. Promotion générale des exportations	17
E. AIDE RÉGIONALE AUX ENTREPRISES.....	18
1. Subvention au développement régional (ex-subventions à l'implantation et subventions au développement).....	19
2. Prêts aux sociétés régionales d'investissement	20
3. Subventions à l'emploi.....	21
4. Réductions des cotisations de sécurité sociale	22

5.	Aide aux transports régionaux	23
6.	Fonds pour le nord de la Suède (Stiftelsen Norrlandsfonden).....	24
7.	Programme de développement industriel dans les régions prioritaires.....	25
F.	AIDE À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	27
1.	Subventions à des programmes d'investissement locaux pour un développement durable du point de vue de l'écologie	27
2.	Subventions à l'investissement pour certains investissements dans le secteur énergétique	28
3.	Aide à la production d'électricité à petite échelle.....	28
4.	Aide à la production d'énergie éolienne.....	29
5.	Allègement fiscal pour l'énergie	30
6.	Allègement fiscal pour les déchets.....	31
	APPENDICE	32
	Méthode du coût net	32
II.	SUBVENTIONS AU SECTEUR SUÉDOIS DE LA PÊCHE 2000 (1999)	34
	INTRODUCTION.....	34
A.	AIDE AUX INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DE PÊCHE.....	34
1.	Aide au renouvellement de la flotte et à la modernisation des navires de pêche	34
2.	Aide à l'ajustement de l'effort de pêche	35
B.	AIDE PUBLIQUE AUX INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES D'AQUACULTURE.....	36
C.	AIDE AUX INVESTISSEMENTS EN ÉQUIPEMENTS DES PORTS DE PÊCHE	37
D.	AIDE AUX INVESTISSEMENTS POUR LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION	38
E.	AIDE AUX INVESTISSEMENTS POUR LA PROTECTION DES EAUX CÔTIÈRES	39
F.	AIDE À LA PROMOTION/COMMERCIALISATION	40
G.	AIDE EN CAS D'ARRÊT TEMPORAIRE D'UNE ACTIVITÉ DE PÊCHE.....	40
H.	AIDE AUX ÉTUDES ET AUX PROJETS PILOTES	41
I.	INDEMNISATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS	42
J.	SUBVENTION GOUVERNEMENTALE À L'ALEVINAGE	43
K.	AIDE AUX MESURES MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE COMMUNAUTAIRE PESCA	44

I. SUBVENTIONS À L'INDUSTRIE SUÉDOISE 2000

INTRODUCTION

Nature et portée de la notification

En Suède, le budget du gouvernement central est la seule source d'aide à l'industrie. La loi interdit en principe aux administrations locales d'accorder des aides aux entreprises. Toutefois, les programmes financés par l'État sont parfois administrés au niveau local.

La présente notification porte sur les aides au secteur des entreprises au sens large, c'est-à-dire le commerce et l'industrie. Il n'est pas possible d'indiquer séparément les chiffres concernant les aides aux industries extractives et aux industries manufacturières (CTCI 2 et 3).

La description des divers programmes d'aide suit le canevas suggéré par l'OMC, mais il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

Les données chiffrées présentées ont été calculées sur la base du coût net pour l'État. C'est la méthode retenue pour le suivi annuel des aides d'État en Suède et cette méthode a été utilisée par l'OCDE dans son projet sur les aides publiques à l'industrie. Elle est exposée dans l'Appendice.

Depuis 1997, l'administration suédoise a modifié son cycle budgétaire en passant d'années budgétaires à des années civiles. La présente notification mentionne les programmes en cours au 1^{er} janvier 2000, y compris les programmes précédemment notifiés pour lesquels des versements ont été effectués en 2000 (même si le programme prenait officiellement fin le 1^{er} janvier 2000 ou après cette date).

Seules les aides accordées aux entreprises sont mentionnées dans le présent rapport. Certains rapports antérieurs font parfois mention des aides accordées aux universités. Le montant d'une subvention liée à un programme spécifique peut donc varier entre le présent rapport et des rapports antérieurs.

A. AIDE À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

1. Aide à la recherche-développement dans le domaine technologique par l'intermédiaire du NUTEK

a) Forme de la subvention

Dons ou prêts à remboursement conditionnel.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 772 millions de couronnes suédoises, soit:

- 130 millions de couronnes suédoises aux entreprises et aux inventeurs;
- 642 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

Coût net pour le financement du démarrage pendant l'année civile 2000: 185 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif est d'abord de promouvoir la recherche-développement et, à titre secondaire, d'aider les PME.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} juillet 1993 et se poursuivra pendant une durée encore indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales applicables sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale 1995:1254 (Förordning om statligt stöd till teknisk forskning, industriellt utvecklingsarbete och uppfinnarverksamhet).

g) Règles et conditions

Le Conseil national du développement industriel et technique (NUTEK) est un organisme gouvernemental qui, entre autres fonctions, est chargé d'administrer le soutien apporté par l'État aux activités de recherche-développement dans le domaine technique. L'aide est accordée à des universités, instituts de recherche technologique fondamentale et instituts de recherche mixtes (c'est-à-dire financés conjointement par l'État et par l'industrie), ainsi qu'à des entreprises et des inventeurs. En cas d'aide sous forme de don, les résultats du projet doivent être rendus publics.

Toutes les entreprises, de quelque branche que ce soit, peuvent bénéficier de ce soutien, qui privilégie néanmoins les petites entreprises et les inventeurs individuels. Dans leur cas, le soutien revêt la forme de prêts à remboursement conditionnel, qui peuvent représenter jusqu'à 50 pour cent du coût du projet. Le prêt doit être remboursé, au taux d'intérêt du marché, si le projet devient commercialement rentable. La durée et les autres conditions du prêt dépendent de son objet et de différentes considérations économiques. Ces aides peuvent servir à couvrir le coût du personnel, du matériel et des fournitures employées à des activités de recherche-développement, de l'acquisition d'instruments et de matériel, des services de consultants, de services de recherche sous-traités, etc. Les autres possibilités d'aide doivent entrer en ligne de compte dans la décision concernant l'octroi d'une subvention. Dans la pratique, les projets bénéficiant d'autres aides publiques ne sont normalement pas appuyés par le NUTEK. Lorsqu'ils le sont, les plafonds d'aide s'appliquent au montant global des aides reçues.

Depuis le 1^{er} janvier 1996, les règles et conditions applicables ont été harmonisées avec celles de la Communauté européenne relatives aux aides publiques. Dans la pratique, les nouvelles règles sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 1995.

2. Financement de projets par l'intermédiaire du Fonds de promotion de l'industrie

Le Fonds de promotion de l'industrie est une fondation de droit public qui a pour principal objectif d'encourager le développement industriel et la commercialisation. Il doit, en appliquant des taux d'intérêt commerciaux pour compenser les pertes inévitables, générer des ressources suffisantes pour préserver son capital à long terme.

a) Forme de la subvention

Soutien de projets au moyen de prêts à remboursement conditionnel, de garanties et de subventions remboursables sous la forme d'une redevance. Il n'y a pas d'élément de subvention calculé pour chaque entreprise, mais un risque élevé est accepté.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 20 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif principal du programme de financement de projets est d'aider les PME et la recherche-développement.

d) Durée

La durée du programme, qui est devenu opérationnel en 1979 et a été modifié en 1993 et 1996, est indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1996:880 (Förordning om finansiering genom Industrifonden).

g) Règles et conditions

Financement de projets: le Fonds s'attache surtout à appuyer les petites et moyennes entreprises, sans aucune restriction pour ce qui est de la branche d'activité ou de la région d'implantation. Pour pouvoir bénéficier d'un soutien, le projet doit comporter un risque substantiel mais avoir un potentiel commercial correspondant. Le montant de la subvention ne doit pas dépasser 50 pour cent du coût du projet. Les dépenses liées à un projet de développement (mais rarement les dépenses d'acquisition de terrains ou de bâtiments) peuvent bénéficier d'une aide. En cas de succès, les PME doivent rembourser le prêt accordé avec les intérêts au taux du marché, éventuellement sous la forme d'une redevance. Le financement assuré par le Fonds peut être combiné avec des aides régionales, conformément aux règles de la Communauté européenne relatives aux aides publiques.

3. Programmes de recherches énergétiques

a) Forme de la subvention

Dons ou prêts à remboursement conditionnel.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 54 millions de couronnes suédoises, soit:

- 37 millions de couronnes suédoises aux entreprises et aux inventeurs;
- 17 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et aux instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Le programme a pour premier objectif de développer le savoir-faire et les compétences fondamentales, de faciliter la transformation du système énergétique suédois afin d'en atténuer les effets sur l'environnement et le climat. Il privilégie le long terme, c'est-à-dire des technologies qui devraient pouvoir être mises en œuvre au-delà de l'an 2000. Il est axé sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée ne jouant qu'un rôle mineur.

d) Durée

Les débuts de ce programme, qui a été reconduit à plusieurs reprises, remontent à 1975. Il a été modifié en juin 1998 pour tenir compte des objectifs de l'accord politique sur la politique énergétique suédoise conclu en 1997. Sa durée est encore indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Depuis juin 1998, les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1998:222 (Förordning om statligt stöd till energiforskning).

g) Règles et conditions

Le programme s'adresse aux universités, instituts de technologie et instituts de recherche mixtes (c'est-à-dire financés conjointement par l'État et l'industrie) et aux entreprises. La règle générale est que tous les résultats des activités menées dans ce cadre sont officiels et doivent être rendus publics. Cependant, l'aide aux entreprises ne représente qu'une fraction mineure des dépenses. Ces aides peuvent servir à couvrir le coût du personnel, du matériel et des fournitures employées à des activités de recherche-développement, de l'acquisition d'instruments et de matériel, des services de consultants, de services de recherche sous-traités, etc. Elle ne peut pas dépasser 50 pour cent des dépenses prises en considération. La décision d'octroyer une aide n'est prise qu'après analyse de toutes les autres sources possibles d'assistance.

4. Fonds de promotion des techniques énergétiques

a) Forme de la subvention

Dons, prêts bonifiés et garanties.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 92 millions de couronnes suédoises, soit:

- 50 millions de couronnes suédoises aux entreprises et aux inventeurs;
- 42 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Le premier objectif est de promouvoir la recherche-développement en mettant l'accent sur les nouvelles techniques de production d'énergie et de protection de l'environnement.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} juillet 1988. Il a été modifié en juin 1998 pour tenir compte des objectifs de l'accord politique sur la politique énergétique suédoise conclu en 1997. Sa durée est encore indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1998:653 (Förordning om statligt stöd till energiteknik).

g) Règles et conditions

Un appui est accordé pour la mise au point, l'essai et la démonstration de techniques nouvelles sous forme d'installations expérimentales, projets pilotes, installations complètes, etc., ainsi que pour la recherche cofinancée par l'industrie. Le bénéficiaire est normalement l'utilisateur de la nouvelle technique, le plus souvent petit producteur privé ou public d'énergie. La subvention peut en principe représenter jusqu'à 50 pour cent du coût du projet. Pour les PME, elle peut atteindre 10 pour cent de plus.

5. Aide à la promotion des nouvelles techniques énergétiques

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 44 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Le programme a pour objectif premier d'appuyer la recherche-développement en mettant l'accent sur la mise au point de techniques d'utilisation de sources d'énergie durables.

d) Durée

Durée indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1998:654 (Förordning om energiteknikbidrag).

g) Règles et conditions

L'aide est octroyée à la recherche industrielle pour développer de nouvelles techniques reposant sur des sources d'énergie durables et utiliser l'énergie de façon rationnelle dans les procédés industriels. La subvention peut en principe représenter jusqu'à 50 pour cent du coût du projet. La subvention accordée aux projets visant à introduire sur le marché des produits et services ne peut dépasser 25 pour cent du coût du projet; pour les PME, cette subvention peut atteindre 10 pour cent de plus. Conformément aux règles de la CE régissant les aides publiques, il y a des restrictions concernant la combinaison de ces subventions avec d'autres aides.

6. Recherche sur les transports et les communications sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 46 millions de couronnes suédoises, soit:

- 12 millions de couronnes suédoises aux entreprises privées;
- 34 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Ce programme a d'abord pour objectif l'aide à la recherche-développement et, secondairement, le soutien à la protection de l'environnement et aux économies d'énergie.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} juillet 1993 et doit être officiellement reconduit chaque année.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans la Loi n° 1992/1993:170 intitulée "La recherche au service de la connaissance et du progrès" et la Loi n° 1996/97:1.

g) Règles et conditions

Ce programme vise des activités de recherche fondamentale ou des activités préconcurrentielles de recherche appliquée, de développement et de démonstration dans le domaine des transports et des communications. Les subventions sont accordées principalement aux universités et aux instituts de recherche. Les autorités régionales, municipalités et entreprises peuvent en bénéficier pour des activités préconcurrentielles de développement ou de démonstration, qui visent surtout le développement des transports publics. Ces aides peuvent servir à couvrir le coût du personnel, du matériel et des fournitures employées à des activités de recherche-développement. Elles ne peuvent dépasser 100 pour cent des dépenses prises en considération. L'aide est accordée sur la base de critères scientifiques, sur demande ou à l'initiative du Conseil et dans le cadre de contrats de recherche-développement. Au moins 30 millions de couronnes suédoises par an doivent être utilisées sous forme de subventions à des projets de recherche-développement ou de démonstration intéressant les transports publics. Il n'y a pas de restriction légale concernant la combinaison de ces subventions avec d'autres aides.

7. Aide à la démonstration concernant des véhicules électriques et des véhicules mixtes menée sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 2,6 millions de couronnes suédoises, soit:

- 0,1 million de couronnes suédoises aux entreprises privées;
- 2,5 millions de couronnes suédoises à des instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Ce programme a d'abord pour objectif l'aide à la recherche-développement et, secondairement, le soutien à la protection de l'environnement et aux économies d'énergie. Il s'agit d'étudier le potentiel qu'offrent ces véhicules pour les économies d'énergie et la protection de l'environnement, quel serait leur coût réel pour la société et les usagers, dans quelle mesure ils

peuvent s'intégrer dans les systèmes de transport existants et quel serait leur impact sur la sécurité routière. L'aide n'est pas destinée à la mise au point proprement dite de ces véhicules.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} juillet 1993. Il se termine le 31 décembre 2000.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les bases juridiques de ce programme sont énoncées dans les Lois n° 1992/1993:179 et n° 1993/1994:100.

g) Règles et conditions

Le programme a pour but d'appuyer les activités de recherche, de développement et de démonstration concernant des véhicules électriques ou mixtes, du point de vue socioéconomique et du point de vue de l'infrastructure. Les recherches sont préconcurrentielles et leurs résultats sont mis à la disposition du public. L'aide est accordée sur la base de critères scientifiques, sur demande ou à l'initiative du Conseil et dans le cadre de contrats de recherche-développement. Le programme doit être exécuté en étroite coopération avec l'industrie et les autres parties intéressées, et son coût global est censé être partagé avec ces dernières. Ces aides peuvent servir à couvrir le coût du personnel, du matériel et des fournitures employées à des activités de recherche-développement. Elles ne peuvent dépasser 100 pour cent des dépenses prises en considération. Il n'y a pas de restriction légale concernant la combinaison de cette aide avec d'autres dispositifs d'aide.

8. Financement de projets dans le cadre du Fonds pour la coopération industrielle suédo-norvégienne

Le Fonds pour la coopération industrielle suédo-norvégienne est une fondation qui jouit dans ses activités d'une certaine autonomie par rapport aux gouvernements suédois et norvégien. En percevant des taux d'intérêt commerciaux pour compenser les pertes inévitables, il doit générer suffisamment de ressources pour couvrir l'inflation à long terme.

a) Forme de la subvention

Dons, prêts à remboursement conditionnel et prêts remboursés sous forme de redevances.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 22 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Le premier objectif est d'aider les PME et d'appuyer la recherche-développement. Le Fonds doit soutenir la coopération technique entre entreprises suédoises et norvégiennes.

d) Durée

Le programme a commencé le 1^{er} janvier 1982. Il doit durer jusqu'en 2001 et pourra être prolongé.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1990:45 (Förordningen om stöd genom Fonden för svenskt-norskt industriellt samarbete) modifiée par l'Ordonnance SFS 1998:49.

g) Règles et conditions

Les dépenses liées à un projet de développement (mais rarement les dépenses d'acquisition de terrains ou de bâtiments) peuvent bénéficier d'une aide. Elle ne peut pas dépasser 50 pour cent des dépenses prises en considération. Elle ne peut être accordée que si le projet présente des risques élevés, offre des perspectives de rentabilité commerciale à assez court terme. En cas de succès, toutes les PME remboursent les prêts avec intérêt au taux du marché ou sous forme de redevances. Peuvent bénéficier de ce programme les entreprises suédoises et norvégiennes de toutes les branches de production, sauf l'extraction de pétrole et de gaz. Il n'y a pas de restriction légale concernant la combinaison du financement par l'intermédiaire du fonds avec des aides au titre d'autres programmes, aides dont les règles ne sont pas fixées par la Communauté européenne.

9. Aide à l'approvisionnement en énergie dans le sud de la Suède

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 23 millions de couronnes suédoises, soit:

- 22 millions de couronnes suédoises aux entreprises privées;
- 1 million de couronnes suédoises à des instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

c) Objectif général

Le programme a pour objectif premier d'appuyer la recherche-développement en mettant l'accent sur la mise au point de techniques d'utilisation de sources d'énergie durables.

d) Durée

Le programme a débuté le 15 mai 1999 et prendra fin le 31 décembre 2000.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans les Ordonnances gouvernementales SFS 1998:62 (Förordning med instruktion för Delegationen för energiförsörjning i Sydsverige) et SFS 1999:213 (Förordning om statligt stöd till energiförsörjningen i Sydsverige).

g) Règles et conditions

L'objectif est de maintenir l'approvisionnement en énergie dans le sud de la Suède¹ après la fermeture prochaine des deux unités de production nucléaires de Barsebäck. Le montant total de l'aide au cours de la période de deux ans est de 400 millions de couronnes suédoises, dont 55 pour cent sont destinés à des PME, 35 pour cent à des instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes et 10 pour cent à des universités. L'aide couvre la totalité du coût des projets de recherche-développement et un maximum de 50 pour cent du coût lorsqu'il s'agit de projets industriels. Les coûts des projets sont couverts à concurrence de 25 pour cent au maximum. Si le bénéficiaire est une PME, la subvention peut atteindre 10 pour cent de plus. L'aide couvre les dépenses opérationnelles, les coûts du personnel, des matériaux et des services de consultants.

B. AIDE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

1. Sociétés de développement régional (ALMI)

Les sociétés de développement régional (ALMI) comprennent une société mère et 22 filiales régionales. Leur objectif est de renforcer la compétitivité et la rentabilité des petites et moyennes entreprises et de promouvoir la création d'entreprises.

a) Forme de la subvention

Garanties de prêt, garanties pour garanties bancaires, prêts, prêts à de nouvelles entreprises, apports de capitaux de développement remboursables sous forme de redevances et prêts bonifiés.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 159 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Ce programme a principalement pour objectif d'aider les PME. Les sociétés de développement régional doivent s'employer à améliorer la compétitivité et la rentabilité des petites et moyennes entreprises (celles qui ont moins de 250 salariés conformément à la définition de la Commission européenne) et à promouvoir la création d'entreprises.

¹ Les régions du sud de la Suède comprennent la Scanie, le Blekinge, le sud du Smaland et le sud du Halland.

d) Durée

Le programme a commencé en 1978 pour les prêts et garanties, en 1982 pour le capital-développement et en 1993 pour les prêts aux nouvelles entreprises. Sa durée est indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1994:1100 (Förordning om statligt finansiering genom regionala utvecklingsbolag) modifiée par l'Ordonnance SFS 1995:1196.

g) Règles et conditions

Règles générales applicables à toutes les formes de financement. Le programme doit être purement complémentaire de l'action des établissements privés. Il s'adresse aux petites entreprises, c'est-à-dire à celles qui ont moins de 250 salariés (dans la pratique, souvent moins de 50). Les sociétés de développement régional peuvent librement déterminer les conditions des prêts, c'est-à-dire le taux d'intérêt, la durée et les différés d'amortissement, mais le financement doit être accordé à des conditions commerciales et tendre à assurer un rendement raisonnable et à répartir les risques.

Les prêts doivent être accordés à des conditions commerciales mais pour des projets présentant des risques élevés. Seules les entreprises qui sont rentables ou ont des chances raisonnables de le devenir peuvent en bénéficier. Il est également fourni des conseils. Cette aide peut être combinée avec des mesures de soutien régional et les concours du NUTEK, conformément aux règles de la Communauté européenne régissant les aides publiques.

Prêts: accordés pour des projets à risques élevés à des taux légèrement supérieurs à ceux du marché. Des sûretés de qualité douteuse sont acceptées.

Capital-développement: accordé pour des projets à risques élevés, sans sûreté ou avec des sûretés de qualité douteuse.

Garanties: accordées pour des projets à risques élevés, sûretés de qualité douteuse acceptées. Une prime est exigée.

Prêts aux nouvelles entreprises: le prêt de capitaux de démarrage revêt la forme soit d'un prêt personnel consenti au fondateur d'une entreprise (injecté dans la société en tant que capital social assorti de restrictions) ou d'un prêt à la société sans garanties. Le prêt représente au maximum 30 pour cent du financement, dans la limite d'un plafond de 1 million de couronnes suédoises. Sa durée maximum est de dix à 15 ans et il bénéficie d'un différé d'amortissement au cours des premières années. Le taux d'intérêt est nul les deux premières années, bonifié les trois années suivantes et fixé au taux du marché à partir de la sixième année. Une commission de dossier de 2 pour cent sur les prêts accordés est déduite au dernier remboursement. Normalement, aucune sûreté n'est nécessaire.

Prêts supplémentaires: une société ayant bénéficié d'un prêt de démarrage qui a besoin d'un nouveau financement peut obtenir un prêt supplémentaire si elle a de bonnes raisons et si la demande à cet effet est reçue par le Fonds dans les trois ans suivant l'octroi du prêt initial. Les prêts peuvent

être accordés à des particuliers ou à des entreprises. Le demandeur doit faire l'apport d'au moins 10 pour cent du capital. Les prêts peuvent être accordés à toutes les catégories d'entreprises.

2. Aide aux petites entreprises

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 28 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Les principales visées de ce programme sont de promouvoir des investissements créateurs d'emplois dans les petites entreprises et d'assurer l'équilibre économique régional.

d) Durée

Le programme est entré en vigueur en 1994 pour une durée indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 2000:282 (Förordning om småföretagsstöd).

g) Règles et conditions

L'aide est administrée par les conseils administratifs de comté (Länsstyrelse). Elle est offerte aux petites entreprises de toute la Suède, sauf dans les branches suivantes: sidérurgie et fibres synthétiques. La définition d'une petite entreprise est la même que celle de la Communauté européenne (comptant moins de 50 salariés, etc.).

L'aide est octroyée pour des investissements jugés créateurs d'emplois à long terme. Elle est subordonnée à la condition qu'elle ne contribuera ni au déplacement d'une activité d'un comté à l'autre ni au rétablissement d'une activité. Est également exclue toute activité ayant été redressée récemment. Le capital approuvé nécessaire à l'investissement ne doit pas dépasser 20 millions de couronnes suédoises. L'aide peut représenter jusqu'à 15 pour cent du coût total d'un projet, mais ne doit jamais dépasser le montant total nécessaire pour que l'investissement se fasse.

3. Centres de développement industriel

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 22 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut être ventilée par unité.

c) Objectif général

Ce programme a d'abord pour objectif le développement industriel des PME et, secondairement, l'aide à la recherche-développement.

d) Durée

Le programme a débuté en février 1998. Il se termine le 31 décembre 2000.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans les Décisions gouvernementales n° 1997-01-30 et n° 2000-01-25.

g) Règles et conditions

L'aide est distribuée sous forme de dons aux Centres régionaux de développement industriel. Les centres visent généralement à promouvoir le développement technologique dans les PME par le biais d'une approche réseau. Les Centres de développement industriel effectuent des études de faisabilité en vue du transfert ultérieur à des PME ainsi que de la poursuite de la mise au point par celles-ci de concepts de produits potentiels. La règle générale est de couvrir les coûts effectifs supportés par les Centres de développement industriel, mais le transfert peut comporter un élément de subvention qui est plafonné à 50 pour cent des coûts inhérents aux études de faisabilité initiales. Le montant de la subvention ci-dessus se rapporte à la totalité des frais engagés par les Centres de développement industriel pour effectuer les études de faisabilité.

C. AIDE À L'EMPLOI ET À LA FORMATION

Le soutien du marché du travail vise à encourager les entreprises et les administrations à recruter les personnes pour qui il est particulièrement difficile de trouver du travail, par exemple les jeunes, les handicapés, les réfugiés et les immigrants et les personnes âgées. Généralement, l'aide est octroyée directement à l'employeur. Ce type d'aide est destiné à inciter les employeurs à recruter une personne qu'ils n'auraient autrement pas engagée et à compenser leurs frais de formation et d'acquisition de matériel.

Le programme mentionné ci-dessous, c'est-à-dire l'aide à la formation professionnelle, s'adresse aux entreprises et peut être considéré comme une subvention au sens de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

1. Aide à la formation professionnelle

a) Forme de la subvention

Subventions ordinaires à des fins de formation en cours d'emploi.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 117 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Ce dispositif a pour objectif premier d'éviter les perturbations de la production principalement dans les petites et moyennes entreprises dues au manque de travailleurs qualifiés, de prévenir les licenciements et d'aider les travailleurs qui risquent de perdre leur emploi.

d) Durée

Le programme a débuté en 1984. Selon les prévisions du gouvernement, il sera remplacé par un nouveau programme à compter du 1^{er} septembre 2001.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1994:938 (Förordning om bidrag till utbildning i företag).

g) Règles et conditions

Toutes les entreprises, de quelque branche que ce soit, sont éligibles. L'aide revêt la forme d'un don, qui couvre le coût effectif d'un cours de formation à concurrence de 60 couronnes suédoises l'heure pour un maximum de 920 heures.

D. PROMOTION DES EXPORTATIONS

1. Promotion générale des exportations

a) Forme de la subvention

Le gouvernement suédois s'est doté d'un régime de promotion des exportations qui est administré par le Conseil suédois du commerce, organisme paraprivé. Le Conseil offre aux entreprises suédoises divers services de consultants et de commercialisation en matière de commerce international moyennant, la plupart du temps, le paiement d'un droit. Une entreprise opérant en Suède a la possibilité - moyennant le paiement d'un droit - de devenir membre du Conseil et peut alors obtenir un rabais sur certains services et publications.

Le financement octroyé par l'État au Conseil couvre les services essentiels d'exportation (réponses aux demandes de renseignements commerciaux, fourniture de renseignements sur les activités du Conseil, etc.).

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: nul.

c) Objectif général

L'objectif principal est de promouvoir les exportations suédoises et l'internationalisation des entreprises suédoises pour permettre le développement à long terme de l'économie nationale.

d) Durée

Le Conseil suédois du commerce a été créé en 1972. Les pouvoirs publics lui octroient une aide chaque année. Le programme a une durée indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

L'accord entre le gouvernement et l'Association générale des exportateurs suédois constitue la base légale du Conseil suédois du commerce. Cet accord a été révisé la dernière fois en 1998.

g) Règles et conditions

Le Conseil offre ses services à toutes les entreprises suédoises, de quelque branche que ce soit et quel que soit le volume de leurs exportations. La priorité est donnée à l'internalisation des PME. Le chiffre d'affaires total du Conseil suédois du commerce a été de 502 millions de couronnes suédoises en 2000, dont 187 millions ont été affectés à la promotion des exportations de manière générale.

E. AIDE RÉGIONALE AUX ENTREPRISES

La politique régionale suédoise vise principalement à assurer une croissance durable, la liberté de choix et un environnement de qualité de manière à créer des conditions de vie égales pour tous les habitants du pays, quelle que soit la région. En raison des conditions de vie particulières qui caractérisent de vastes régions du pays, la politique dynamique de développement régional qui est suivie revêt une importance majeure pour ces régions.

Durant un certain nombre d'années, l'aide régionale aux entreprises en Suède s'est inscrite dans le cadre de six grands programmes: subventions au développement régional, prêts au développement régional, prêts aux sociétés régionales d'investissement, subventions à l'emploi, réduction des cotisations de sécurité sociale et aide aux transports régionaux. Comme indiqué dans les notifications des subventions de l'année dernière, les prêts au développement régional ont pris fin et ne sont pas renseignés dans le présent document. Étant donné les implications du nouveau système d'aide régionale de la Communauté européenne qui a été décidé par la Commission et est entré en vigueur à partir de 2000, il a été procédé à d'autres changements dans les programmes décrits ci-après. Le plus important a été l'arrêt du programme de réduction des cotisations de sécurité sociale.

1. Subvention au développement régional (ex-subventions à l'implantation et subventions au développement)

a) Forme de la subvention

Dons pour les investissements dans les actifs corporels et incorporels. La restitution des fonds peut être demandée si les objectifs, spécialement en matière de création d'emplois, ne sont pas atteints.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 329 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Le programme favorise les investissements dans les actifs corporels et incorporels. Il a d'abord pour objectif de promouvoir le développement dans certaines régions, divisées en zones A et B avec des équivalents-subventions différenciés et, à titre secondaire, d'aider les PME, de favoriser la formation et la recherche-développement dans ces régions. Il s'agit surtout de promouvoir le développement de l'industrie et de créer des emplois.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} juillet 1990 et doit être officiellement reconduit pour chaque nouvel exercice budgétaire.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans les Ordonnances gouvernementales SFS 2000:279 (Förordning om regionalt utvecklingsbidrag) et SFS 1999:1382 (Förordning om stödområden för vissa regionala företagsstöd).

g) Règles et conditions

Peuvent bénéficier du programme les personnes physiques ou morales qui opèrent en Suède ainsi que les collectivités publiques menant des activités viables aux conditions du marché dans certains secteurs concurrentiels. Une aide peut aussi être accordée dans certains cas à des associations à but non lucratif. L'activité bénéficiaire doit être rentable. Pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, au moins 40 pour cent des emplois créés doivent être réservés à chaque sexe. Le total de l'élément don ne peut pas dépasser le plafond d'intensité de l'aide fixé pour chaque région.

Les subventions au développement régional peuvent être accordées pour la construction de bâtiments, l'acquisition de machines, etc. Elles peuvent également être accordées pour des investissements incorporels, tels que les investissements dans des brevets, des licences, des activités de services de conseil/information. De plus, l'aide peut également être accordée à des fins de

recherche-développement et de formation. L'aide a la forme d'un don qui peut être récupéré si les objectifs recherchés, spécialement en matière de création d'emplois, ne sont pas atteints.

L'aide est accordée en fonction des caractéristiques du projet, tout en tenant compte de la nécessité d'une subvention, de l'ampleur des investissements, du nombre d'emplois créés, etc. La subvention accordée pour la construction de bâtiments, l'acquisition de machines, etc. peut couvrir au maximum 35 pour cent du coût des investissements dans la zone A et 20 pour cent dans la zone B, à l'exception des petites et moyennes entreprises pour lesquelles le plafond est fixé à 25 pour cent dans la zone B. Toutefois, l'équivalent-subvention pourrait être supérieur dans le cas de projets de services de consultance, de recherche-développement et de formation. Dans ces conditions, les plafonds d'aide sont fixés conformément aux règles horizontales établies à cette fin, telles que prévues dans le cadre des Communautés européennes. Des règles de cumulation de l'aide sont également élaborées en fonction des principes généraux définis dans les règles de la Communauté européenne régissant les aides publiques.

Plusieurs raisons motivent l'octroi d'une subvention, par exemple, le développement économique et démographique des régions concernées est faible, le coût de la construction y est plus élevé en raison du climat, des coûts de transport, etc. Par ailleurs, il est plus difficile de financer ces investissements sur le marché du crédit en raison de leur coût d'opportunité.

La règle principale est que, pour le bénéficiaire, la subvention est imposable comme un revenu. En règle générale, les bénéfices des sociétés sont imposables à un taux forfaitaire d'environ 28 pour cent. En Suède, les bâtiments peuvent être amortis à des taux qui varient de 2 à 5 pour cent par an, selon le type de bâtiment. Normalement, les machines sont amorties sur cinq ans. Les subventions peuvent être accordées soit par le gouvernement, soit par le NUTEK (Agence suédoise pour le développement des entreprises), soit par les conseils administratifs de comté.

2. Prêts aux sociétés régionales d'investissement

a) Forme de la subvention

Prêts. Durant les premières années, le taux d'intérêt peut être inférieur aux taux du marché, à condition, par exemple, que l'État reçoive une part de la valeur ajoutée de la société au bout d'une dizaine d'années.

b) Montant de la subvention

Montant total des prêts accordés pour l'année civile 2000: 0.

c) Objectif général

Il s'agit d'abord d'aider les régions désignées et, à titre secondaire, d'aider les PME dans ces régions. Le but recherché est de créer des emplois en encourageant les investisseurs privés à créer certains types d'entreprises dans les régions assistées, ainsi que de former des cadres pour promouvoir l'expansion des petites entreprises.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} juillet 1982 et doit être officiellement reconduit pour chaque nouvel exercice budgétaire.

e) Données statistiques

Aucun effet.

f) Fondement et législation

Jusqu'en 2000, les dispositions légales de ce programme étaient énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1990:642 (Förordningen om regionalpolitiskt företagsstöd), et (depuis le 1^{er} janvier 1997) dans les Ordonnances SFS 1996:1570 (Förordning om ändring i förordningen (1990:642) om regionalpolitiskt företagsstöd), SFS 1998:995 (Förordning om regionalpolitiskt stöd i EG:s strukturmöjliggörandeområden) et SFS 2000:279 (Förordning om regionalt utvecklingsbidrag). À compter du 1^{er} janvier 2000, tout versement nécessitera l'introduction d'une nouvelle base juridique.

g) Règles et conditions

Peuvent bénéficier d'une aide les sociétés régionales d'investissement privées, suédoises ou étrangères, qui opèrent de façon rentable dans des secteurs concurrentiels aux conditions du marché. Le montant des prêts est fonction du capital mobilisé par les actionnaires. C'est le gouvernement qui prend la décision d'octroi des prêts. Il n'en a accordé aucun pendant l'exercice budgétaire 2000.

3. Subventions à l'emploi

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 120 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif de ce programme est de fournir une aide à certaines régions et de soutenir l'emploi dans ces régions. Le programme vise à créer des emplois en réduisant le surcoût qu'entraîne, les premières années, le recrutement de salariés supplémentaires.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} juillet 1990 et doit être officiellement reconduit pour chaque exercice budgétaire.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1998:996 (Förordning om sysselsättningsbidrag).

g) Règles et conditions

Peuvent bénéficier du programme les collectivités publiques, les personnes physiques ou morales qui opèrent en Suède dans des secteurs concurrentiels aux conditions du marché et, dans certains cas, les associations à but non lucratif. Au moins 40 pour cent des emplois créés doivent être réservés à chaque sexe. Les subventions sont accordées en fonction du nombre d'emplois créés mesuré en année-personne supplémentaire (c'est-à-dire l'augmentation totale nette des heures de travail effectuées par employé dans les entreprises demandant l'aide et pouvant en bénéficier). L'aide n'est accordée que si elle est jugée déterminante pour la création d'emplois et le soutien à des emplois supposés durables. L'employeur doit transmettre des compétences en assurant un enseignement sous forme théorique ou pratique de 125 heures sur une période de deux ans.

Montant maximum des aides dans la zone A: 200 000 couronnes suédoises par année-personne supplémentaire, réparties sur cinq ans.

Montant maximum des aides dans la zone B: 120 000 couronnes suédoises par année-personne supplémentaire, réparties sur cinq ans.

Année	Zone A	Zone B
1	60 000	40 000
2	50 000	30 000
3	40 000	25 000
4	30 000	15 000
5	20 000	10 000
Total	200 000	120 000

4. Réductions des cotisations de sécurité sociale

a) Forme de la subvention

Avantages fiscaux sous forme de réductions des cotisations de sécurité sociale.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 69 millions de couronnes suédoises.*

(* Ce montant concerne le reliquat des allègements fiscaux pour la période précédant l'an 2000.)

L'aide a été accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif était, d'abord, d'aider les entreprises des régions désignées et, à titre secondaire, d'aider les PME et de soutenir l'emploi dans ces régions. Il s'agissait essentiellement de créer des emplois et de sauvegarder l'emploi dans certains secteurs des régions les plus défavorisées en réduisant les coûts de main-d'œuvre. L'objectif d'ensemble était notamment de compenser les surcoûts entraînés par des handicaps géographiques tels que la faible densité de population et l'éloignement.

d) Durée

En attendant une décision finale de la Commission européenne à propos de la compatibilité du programme avec les règles de la Communauté européenne en matière d'aide régionale, tous les versements relatifs à l'exercice budgétaire 2000 ont été bloqués. À la suite d'une décision négative dans cette affaire, le programme a pris fin à compter du 1^{er} janvier 2000.

e) Données statistiques

L'aide ayant été accordée à divers secteurs et bénéficiaires, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales applicables ont été énoncées dans la Loi SFS 1990:912 (Lag om nedsättning av socialavgifter och allmän löneavgift) et l'Ordonnance gouvernementale SFS 1994:549 (Förordning om nedsättning av socialavgifter).

g) Règles et conditions

Dans la zone 1 et certains secteurs de la zone 2, le dégrèvement a été de 8 points de pourcentage.

Ont pu bénéficier d'une réduction des cotisations de sécurité sociale, les employeurs qui opèrent dans les secteurs ci-après dans la zone 1: industries extractives (sauf minéral de fer), industries manufacturières (sauf papier et pâte, sidérurgie et alliages ferreux), commerce en gros de produits manufacturés, hôtellerie et restauration et activités de services. Dans la zone 2, le dégrèvement n'a été accordé que dans les districts où la densité de population est la plus faible; étaient visées les entreprises agricoles et forestières et certaines entreprises de services privées.

5. Aide aux transports régionaux

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 321 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif est, d'abord, d'aider les régions désignées. L'aide est accordée à titre de subvention afin de compenser en partie les coûts élevés des transports et des marchandises dus à l'éloignement des principaux marchés. Il est important de créer des emplois et de soutenir l'emploi dans les régions de Suède où les frais de transport sont considérablement plus élevés que dans le reste du pays. Grâce à ce programme, les entreprises implantées dans ces régions peuvent concurrencer à armes plus égales celles qui se trouvent plus près des marchés.

d) Durée

Le programme a débuté en 1971 et doit être officiellement reconduit pour chaque exercice budgétaire.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 2000:281 (Förordning om regionalt transportbidrag).

g) Règles et conditions

Peuvent bénéficier de ce programme les personnes physiques ou morales suédoises, les succursales de sociétés étrangères en Suède ou les personnes physiques étrangères qui résident en Suède.

L'aide couvre les frais de transport intérieur effectivement payés à partir de la zone assistée pour des produits qui y ont été produits, fabriqués ou transformés (sauf certains produits comme le papier et la pâte à papier, les métaux, certains produits de la sidérurgie et le minerai de fer), de même que les frais de transport des matières premières destinées à être ouvrées dans la zone assistée. En principe, cependant, les matières en provenance de l'extérieur de la zone, mais qui y sont également produites, ne peuvent pas bénéficier de cette aide, qui n'est accordée que pour le transport de produits ayant subi une transformation très poussée. Si toutes les conditions requises sont remplies, la subvention est accordée sur demande. À partir de 2000, les transports maritimes ont été inclus en tant que moyens de transport éligibles.

En décembre 1999, la Commission européenne a approuvé le programme d'aide aux transports régionaux pour la période allant de 2000 à 2006.

Les régions dans lesquelles une aide au transport est disponible sont subdivisées en quatre zones (l'ancienne zone 1 ayant été supprimée). Le tableau ci-après indique les pourcentages des frais de transport qui sont couverts:

Distance en kilomètres		Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
401 – 700		15%	25%	30%	30%
701 –		15%	25%	30%	45%

6. Fonds pour le nord de la Suède (Stiftelsen Norrlandsfonden)

Ce Fonds a deux types d'activités:

- prêts, y compris garanties et prêts conditionnels, accordés principalement à des petites et moyennes entreprises industrielles et de services;
- garanties et soutien de projets, accordés à des institutions ou pour des projets ainsi que pour des recherches intéressant l'infrastructure (par exemple, activités de

recherche d'universités ou d'établissements de recherche non rattachés à des universités). Depuis 1994, le Fonds accorde surtout des prêts.

a) Forme de la subvention

Principalement des prêts visant une rentabilité commerciale, prenant en compte des éléments à haut risque. Prêts conditionnels, garanties, dons et soutien de projets.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 32 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif principal est d'aider les entreprises dans les régions désignées et, à titre secondaire, d'aider les PME et la recherche-développement. Le Fonds a pour mission de promouvoir le développement des PME existantes dans les cinq comtés septentrionaux du pays.

d) Durée

Le programme a débuté en 1961, pour une durée indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Décision adoptée par le gouvernement en 1961, dernière révision en 1995.

g) Règles et conditions

Peuvent bénéficier de cette aide la mise au point de produits, la commercialisation, l'acquisition d'immobilisations et la constitution de fonds de roulement. Si des prêts du Fonds pour le nord de la Suède sont combinés avec l'aide au développement régional, le total des aides publiques ne doit pas dépasser 70 pour cent des dépenses d'investissement dans la zone A et 50 pour cent dans la zone B et les zones visées par les objectifs 1 et 2 des Fonds structurels de la CE. Le gouvernement peut autoriser un dépassement de ces plafonds pour des activités hautement prioritaires.

7. Programme de développement industriel dans les régions prioritaires

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 11 millions de couronnes suédoises*, soit:

(* Versements effectués à la suite de décisions d'octroi d'aides, soit des décisions prises avant le 31 décembre 1999.)

- 10 millions de couronnes suédoises aux entreprises privées;
- 1 million de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif est d'abord d'aider les régions désignées. Il s'agit d'améliorer la capacité d'expansion des entreprises grâce à des programmes qui favorisent l'amélioration des connaissances et d'appuyer les activités de recherche-développement.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} août 1994. Il se termine le 31 décembre 1999.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent cette forme d'assistance sont énoncées dans la Décision du gouvernement n° 7 en date du 10 février 1994.

g) Règles et conditions

L'aide est dispensée par le NUTEK à 22 consortiums représentant autant de programmes. Les programmes ont été sélectionnés à partir de propositions présentées, en fonction de critères tels que l'utilité pour l'industrie et les liens avec des sources de connaissances externes (taille et qualité du réseau).

Les consortiums comprennent environ 200 entreprises et un certain nombre d'établissements de recherche et d'universités. Ils unissent leurs efforts pour réhausser le niveau des connaissances dans les entreprises. Les ressources sont accordées aux consortiums plutôt qu'aux entreprises individuellement. L'aide à chaque consortium peut représenter jusqu'à 37,5 pour cent du coût total d'un programme.

Les coûts admissibles sont notamment le coût du personnel, des matières premières et des fournitures liées à la recherche-développement. L'achat d'instruments et d'équipements est subventionné dans une moindre proportion.

F. AIDE À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le programme de subventions à l'investissement pour un développement durable du point de vue de l'écologie (c'est-à-dire le point 7.1 dans les rapports précédents) a pris fin en 1999 et ne figure donc pas dans le présent rapport.

1. Subventions à des programmes d'investissement locaux pour un développement durable du point de vue de l'écologie

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 85 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif principal est d'augmenter les niveaux de protection de l'environnement compte tenu des exigences des normes internationales.

d) Durée

Le programme a commencé en février 1998. Sa durée est de trois ans.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans les Ordonnances gouvernementales SFS 1998:23 (Förordning om statligt bidrag till lokala investeringsprogram som ökar den ekologiska hållbarheten i samhället) et SFS 1999:755 (Förordning om ändring av 1998:23).

g) Règles et conditions

L'aide concerne des programmes d'investissement locaux administrés par des municipalités. Les dons sont accordés à des programmes qui contribuent au développement durable du point de vue écologique en utilisant de manière plus rationnelle l'énergie et les autres ressources naturelles, en faisant appel à des matières premières renouvelables et au recyclage. Les subventions sont accordées pour des investissements qui respectent les normes internationales en vigueur, développent de nouvelles techniques et ont manifestement des effets positifs sur l'emploi. Elles peuvent représenter jusqu'à 30 pour cent des coûts supplémentaires engendrés par la prise en compte de la protection de l'environnement. Elles sont accordées uniquement pour l'acquisition de terrains, bâtiments et matériels. Si les investissements bénéficient d'autres formes d'aides publiques, le plafond de l'aide accordée s'applique à l'aide combinée.

2. Subventions à l'investissement pour certains investissements dans le secteur énergétique

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 173 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

L'objectif principal est d'encourager l'utilisation de sources d'énergie durables dans le secteur de la production d'électricité.

d) Durée

Le programme a débuté en février 1998. Sa durée est de cinq ans.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1998:22 (Förordning om statligt bidrag till vissa investeringar inom energiområdet).

g) Règles et conditions

L'aide vise l'acquisition de centrales fonctionnant au biocarburant, à l'énergie éolienne et de petites centrales hydroélectriques. Les subventions accordées pour l'acquisition de centrales fonctionnant au biocarburant peuvent représenter jusqu'à 25 pour cent du coût total d'investissement et jusqu'à 15 pour cent dans le cas de centrales fonctionnant à l'énergie éolienne. Ce dernier chiffre peut atteindre 30 pour cent en cas d'aides cumulées. Cette aide ne peut servir à couvrir que les coûts afférents aux bâtiments, à la construction et au matériel et non les frais supplémentaires qu'il faut engager pour mener à bien le projet.

3. Aide à la production d'électricité à petite échelle

a) Forme de la subvention

Aide concernant les coûts de production.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 173 millions de couronnes suédoises.

Le montant unitaire de la subvention s'élève à 9 öre (environ 0,01 euro) par kWh produit dans les petites centrales énergétiques.

c) Objectif général

L'aide a pour but d'assurer la viabilité de la production d'électricité à petite échelle qui utilise des sources d'énergie respectueuses de l'environnement et renouvelables, à savoir les éoliennes, les micro-centrales hydroélectriques et les installations de production combinée d'électricité et de chaleur. Pour être concurrentiels – d'un point de vue commercial – sur le marché suédois déréglementé de l'électricité, les producteurs à petite échelle doivent pouvoir bénéficier d'une compensation étant donné les coûts de production supplémentaires qu'ils supportent par rapport aux producteurs d'électricité exploitant des sources d'énergie classiques non renouvelables.

d) Durée

Le programme d'aide actuel a débuté le 1^{er} novembre 1999. Il se termine le 31 décembre 2001. Une prorogation est prévue pour 2002.

e) Données statistiques

La part de la production d'électricité à petite échelle au départ d'énergies renouvelables correspond à 1,5 pour cent de la production totale d'énergie. Les effets sur le commerce devraient être négligeables.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 2000:614 (Förordning om stöd till småskalig elproduktion).

g) Règles et conditions

Le montant unitaire de la subvention s'élève à 9 öre (environ 0,01 euro) par kWh produit par les petites centrales énergétiques. Pour des raisons administratives, l'aide est versée aux acheteurs de l'électricité produite par les petites centrales d'énergie électrique, ces dernières étant définies comme les centrales ayant une capacité de production maximum de 1 500 kW. Une convention doit être établie entre producteur et acheteur, certifiant que l'aide sera transférée au producteur.

4. Aide à la production d'énergie éolienne

a) Forme de la subvention

Réduction fiscale.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 70 millions de couronnes suédoises.

Le montant unitaire de la subvention s'élève à 18,1 öre (environ 0,021 euro) par kWh produit par centrale éolienne.

c) Objectif général

L'aide a pour objectif d'assurer la viabilité de la production d'énergie éolienne.

Pour être concurrentiels – d'un point de vue commercial – sur le marché suédois déréglementé de l'électricité, les producteurs d'énergie éolienne doivent pouvoir bénéficier d'une compensation étant donné les coûts de production supplémentaires qu'ils supportent par rapport aux producteurs d'électricité exploitant des sources d'énergie classiques et non renouvelables. Par ailleurs, étant donné le niveau particulièrement élevé des coûts de production de l'énergie éolienne, une compensation supplémentaire, sous forme d'allègement de l'impôt, est accordée et peut être cumulée avec l'aide versée aux producteurs d'électricité à petite échelle (voir 7.3 ci-dessus).

d) Durée

Le programme se termine le 31 décembre 2001. Une prorogation est prévue pour 2002.

e) Données statistiques

La part de la production d'électricité à petite échelle au départ d'énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne, correspond à 1,5 pour cent de la production totale d'énergie. Les effets sur le commerce devraient être négligeables.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1994:1776 (Lag om skatt på energi), Loi sur les droits d'accise sur l'énergie, chapitre 11, paragraphe 10.

g) Règles et conditions

Le dégrèvement s'élève à 16,2 öre (environ 0,02 euro) par kWh. Le montant de l'aide correspond au niveau d'imposition supporté par les consommateurs privés en matière d'énergie. Pour des raisons administratives, l'aide est versée aux acheteurs/distributeurs d'électricité qui, ensuite, la reversent aux producteurs d'énergie éolienne.

5. Allègement fiscal pour l'énergie

a) Forme de la subvention

Réduction fiscale.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 225 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

c) Objectif général

Cette mesure fiscale est destinée à réduire les émissions de CO₂. L'allègement fiscal a pour objectif d'éviter que les entreprises dont la production nécessite une grande consommation d'énergie soient grevées d'un niveau d'imposition déraisonnable.

d) Durée

Le système actuel a commencé le 1^{er} juillet 1997 et a une durée indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans les chapitres 7.4, 9.2, 9.5 et 9.9 de la Loi sur les droits d'accise sur l'énergie, SFS 1994:1776. Les dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1997 (SFS 1997:479). Les dispositions relatives à la règle des 1,2 pour cent sont reproduites au paragraphe 2 des dispositions réglementaires provisoires concernant l'Ordonnance SFS 1997:479.

g) Règles et conditions

Pour les entreprises du secteur industriel, il existe une règle générale qui prévoit une réduction de 50 pour cent de la taxe sur le CO₂ frappant l'utilisation de combustibles fossiles. En ce qui concerne les entreprises dont la production nécessite une grande consommation d'énergie, elles bénéficient également d'une réduction fiscale spéciale; si la taxe sur le CO₂ payable dans le cadre de la règle des 50 pour cent dépasse 0,8 pour cent de la valeur des ventes de l'entreprise, celle-ci ne devra payer qu'une taxe de 12 pour cent sur la valeur des ventes en dépassement. De plus, il existe des règles complémentaires pour certains types de combustibles (principalement le charbon et le gaz naturel), lorsque utilisés pour la fabrication de produits à partir d'autres matières minérales que les métaux, qui disposent que la taxe sur le CO₂ qui dépasse 1,2 pour cent de la valeur des ventes est déductible du montant total de la taxe sur le CO₂ à acquitter (la règle des 0,8 pour cent est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997, celle des 1,2 pour cent était en vigueur avant cette date).

6. Allégement fiscal pour les déchets

a) Forme de la subvention

Réduction fiscale.

b) Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 2000: 556 millions de couronnes suédoises.

Le montant unitaire de la subvention s'élève à 250 couronnes suédoises (27 euros) par tonne de déchets, soit l'équivalent du niveau d'imposition prévu.

c) Objectif général

La réduction fiscale pour certaines catégories de déchets se justifie par des raisons d'ordre environnemental. Lorsqu'il n'est pas possible de traiter ou de recycler les déchets avec les technologies actuelles, et afin d'en éviter la mise en décharge, l'allégement fiscal semble être une mesure appropriée.

d) Durée

Le programme a débuté le 1^{er} janvier 2000 pour une durée encore indéterminée.

e) Données statistiques

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Les dispositions légales de ce programme sont énoncées dans la Loi sur l'imposition des déchets (SFS 1999:673).

g) Règles et conditions

L'objectif de l'introduction d'une taxe générale sur la production de déchets est d'inciter à réduire le volume total des déchets destinés à être mis en décharge. En d'autres termes, la taxe est supposée encourager le recyclage ou l'utilisation accrue des déchets aux fins de production d'énergie. L'impôt prévu pour la mise en décharge des déchets s'élève à 250 couronnes suédoises par tonne.

Cependant, il a été reconnu pour certaines catégories de déchets (extrêmement toxiques) qu'il existait peu d'autres solutions en dehors de la mise en décharge et qu'un dégrèvement fiscal total serait nécessaire afin d'éviter les effets négatifs sur l'environnement, tels que le déversement ou le stockage dangereux.

APPENDICE

Méthode du coût net

La méthode du coût net pour l'État a pour but d'obtenir une mesure cohérente des aides publiques compte tenu des différentes formes qu'elles peuvent prendre (dons, prêts, garanties, apports de capital et avantages fiscaux). Cette méthode est utilisée par l'OCDE dans son projet sur les aides publiques à l'industrie.

Les coûts nets sont calculés comme suit:

Dons: montants effectivement payés, moins remboursements et redevances le cas échéant.

Garanties: montant des appels de garantie, moins primes reçues et remboursements.

Prêts: coût estimatif en capital sur la base de la différence entre le taux des emprunts d'État et le montant effectif des intérêts reçus.

Participation au capital: coût estimatif en capital sur la base du taux des emprunts d'État et des dividendes reçus.

Avantages fiscaux: estimation de la dépense budgétaire.

Apport de capitaux moyennant le paiement de redevances: coût estimatif en capital sur la base de la différence entre le taux des emprunts d'État et les redevances.

Il y a lieu de noter que le coût net ne correspond pas au montant des ressources effectivement transférées par l'État aux entreprises sur une année donnée, c'est-à-dire au montant des dépenses inscrites au budget de l'État. Il s'agit de faire apparaître quel est le coût net pour l'État des mesures de soutien de l'industrie. Comme il est tenu compte du coût imputé des prêts et des apports de capital

antérieurs, le coût net reflète dans une certaine mesure les politiques passées. Si le coût net d'un programme est négatif, c'est-à-dire si l'État fait un bénéfice en raison de remboursements ou de taux d'intérêt plus élevés, le coût net est déclaré comme étant nul (0).

Cette méthode ne permet pas de déterminer directement l'ampleur des distorsions de la concurrence ni d'évaluer approximativement l'avantage retiré en définitive par l'industrie, mais donne une indication utile de l'évolution du volume et de la structure des aides publiques.

II. SUBVENTIONS AU SECTEUR SUÉDOIS DE LA PÊCHE 2000 (1999)

INTRODUCTION

La présente notification porte sur les subventions directes au secteur de la pêche. Les montants indiqués concernent en général des engagements pris par les autorités compétentes au cours des exercices budgétaires 1999 et 2000.

La description des divers dispositifs d'aide suit le canevas suggéré par l'OMC, mais les effets sur le commerce sont difficiles à évaluer et la notification ne contient aucune information à ce sujet, sauf pour quelques programmes d'aide.

En ce qui concerne l'aide aux investissements des entreprises, l'objectif est d'aider les "entreprises économiquement viables". Avant de sélectionner un projet, les autorités compétentes doivent veiller à ce qu'une analyse économique de l'entreprise ainsi qu'une évaluation de la rentabilité du projet aient été effectuées.

A. AIDE AUX INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DE PÊCHE

1. Aide au renouvellement de la flotte et à la modernisation des navires de pêche

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 33 592 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
9 893 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Renforcer la structure des entreprises économiquement viables du secteur et les développer.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: environ 165.

On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: entreprises de pêche.

Catégories de dépenses visées: engins de pêche sélectifs, réservoirs soudés par points, équipement de sécurité, etc.

2. Aide à l'ajustement de l'effort de pêche

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 481 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
481 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Assurer un équilibre durable entre les ressources et leur exploitation.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: 9
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: entreprises de pêche.

Catégories de dépenses visées:

- désarmement;
- transfert permanent à un pays tiers.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil et dans le Document unique de programmation (DOCUP).

B. AIDE PUBLIQUE AUX INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES D'AQUACULTURE

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 25 126 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
6 191 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Développer les entreprises économiquement viables du secteur et aider à améliorer les structures de celles-ci.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: environ 65.
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: entreprises d'aquaculture et organisations intéressées par des projets de développement dans le secteur de l'aquaculture.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil et dans le DOCUP.

Catégories de dépenses visées:

- construction, modernisation et acquisition de bâtiments;
- investissements visant à améliorer la qualité des produits et à réduire la pollution;
- acquisition de nouvelles installations et machines.

L'entreprise doit se soumettre aux mesures officielles de contrôle vétérinaire.

C. AIDE AUX INVESTISSEMENTS EN ÉQUIPEMENTS DES PORTS DE PÊCHE

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 10 150 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
13 244 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Améliorer et adapter la structure du secteur de la pêche.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: environ 25.
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires:

- autorités locales et autres organismes publics;
- pêcheurs et entreprises de transformation du poisson rattachés aux ports;
- associations de ports de pêche.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil et dans le DOCUP.

Catégories de dépenses visées:

- investissements visant à améliorer les conditions dans lesquelles les produits de la pêche sont débarqués, manipulés et stockés;
- investissements visant à appuyer les activités des navires de pêche;
- investissements visant à améliorer la sécurité pendant le débarquement et le déchargement des produits.

D. AIDE AUX INVESTISSEMENTS POUR LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 37 474 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
12 353 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Développer les entreprises économiquement viables du secteur et aider à améliorer les structures de celles-ci.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin au 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: environ 90.
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: l'industrie de transformation.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil et dans le DOCUP.

Catégories de dépenses visées:

- construction et acquisition de bâtiments et d'installations;

- acquisition d'équipements neufs nécessaires à la transformation et à la commercialisation;
- application de nouvelles techniques;
- investissements visant à améliorer la qualité des produits et à réduire la pollution.

E. AIDE AUX INVESTISSEMENTS POUR LA PROTECTION DES EAUX CÔTIÈRES

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 3 615 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
3 615 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Assurer un équilibre durable entre les ressources et leur exploitation.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: 3
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: organismes publics désignés à cet effet par les autorités compétentes.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil et dans le DOCUP.

Catégories de dépenses visées:

- investissements visant à améliorer les mesures relatives à la circulation de l'eau et à la protection des habitats;
- alevinage d'espèces revêtant une importance pour la pêche côtière.

F. AIDE À LA PROMOTION/COMMERCIALISATION

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 3 322 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
2 640 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Améliorer l'approvisionnement du marché et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée par ce règlement a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: 30
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: organismes publics, associations de pêcheries, entreprises privées.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil et dans le DOCUP.

Catégories de dépenses visées: études auprès des consommateurs et études de marché, campagnes de promotion, organisation de foires commerciales et participation à ces foires, conseils en matière de consommation, services et conseils aux grossistes et détaillants.

G. AIDE EN CAS D'ARRÊT TEMPORAIRE D'UNE ACTIVITÉ DE PÊCHE

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 786 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
435 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: zéro (0)

c) Objectif général

Assurer un équilibre durable entre les ressources et leur exploitation.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: environ 40.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: entreprises de pêche.

Catégories de dépenses visées: indemnisation du manque à gagner dû à un arrêt temporaire d'activité par suite de circonstances imprévues et exceptionnelles imputables à des causes biologiques.

H. AIDE AUX ÉTUDES ET AUX PROJETS PILOTES

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 5 373 000 couronnes suédoises (fonds communautaires)
3 391 000 couronnes suédoises (fonds nationaux)

2000: Aucun engagement n'a été effectué en 2000 en raison de l'approbation tardive de la programmation des fonds structurels en Suède.

c) Objectif général

Améliorer et adapter les structures du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

d) Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil. La période d'intervention visée a pris fin le 1^{er} janvier 2000. Des règles et conditions détaillées pour les fonds structurels en faveur du secteur de la pêche concernant la nouvelle période de programmation 2000-2006 ont été adoptées dans le Règlement (CE) n° 2792/99 du Conseil.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1999: 12

On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: universités, institutions publiques et privées, entreprises.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 2468/98 du Conseil et dans le DOCUP.

Catégories de dépenses visées: le résultat de l'étude ou du projet pilote doit présenter de l'intérêt pour le secteur.

Tout résultat doit être publié et mis à la disposition du public.

I. INDEMNISATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 2 525 000 couronnes suédoises

2000: 2 252 000 couronnes suédoises

c) Objectif général

Indemniser les organisations de producteurs pour les pertes occasionnées lorsque le poisson est retiré du marché.

d) Durée

À compter du 1^{er} janvier 1995.

e) Données statistiques

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1999 et 2000: quatre (organisations de producteurs). La Suède considère que cette mesure n'a eu tout au plus qu'une incidence négligeable sur le commerce.

f) Fondement et législation

Règlement (CEE) n° 3759/92 du Conseil du 17 décembre 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

g) Règles et conditions

Articles 8 à 12 du Règlement (CEE) n° 3759/92 du Conseil.

J. SUBVENTION GOUVERNEMENTALE À L'ALEVINAGE

a) Forme de la subvention

Dons.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

1999: 2 075 000 couronnes suédoises

2000: 20 000 couronnes suédoises

c) Objectif général

Accroître les stocks d'anguilles et de salmonidés pour la pêche commerciale dans les eaux côtières et les eaux intérieures.

d) Durée

Les engagements pris couvrent la période allant du 1^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2000.

e) Données statistiques

Les subventions sont accordées uniquement pour accroître les stocks. Il n'est pas possible d'en estimer l'incidence sur le commerce.

f) Fondement et législation

Décision du gouvernement n° 1998-02-12.

g) Règles et conditions

La Direction des pêches arrête le programme d'alevinage, qui est exécuté par les conseils généraux de comté.

K. AIDE AUX MESURES MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE COMMUNAUTAIRE PESCA

a) Forme de la subvention

Don.

b) Montant de la subvention (total des engagements)

2000: 8 578 514 SEK (Fonds communautaires)
4 052 000 SEK (Fonds nationaux)

c) Objectif général

Les objectifs de l'Initiative communautaire Pesca sont précisés dans la communication de la Commission aux États Membres (94/C 180/01).

d) Durée

Le Programme opérationnel intégré porte sur la période 1995-1999.

e) Données statistiques

Nombre estimé de bénéficiaires en 1999: environ 55.
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

f) Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1^{er} janvier 1995).

g) Règles et conditions

Bénéficiaires: le programme Pesca est principalement conçu à l'intention des zones tributaires de la pêche dans les régions pouvant bénéficier d'une aide au titre des objectifs 1, 2 et 5 b).

Plafond de l'aide: les taux de participation sont précisés dans le Programme opérationnel.

Catégories de dépenses visées:

- diversification des activités dans les zones pouvant bénéficier de l'aide
 - services fournis aux entreprises
 - maintien ou création d'emplois
 - projets spécifiques de nature générale et/ou transnationale dans les secteurs de la pêche.
-